

## Nous sommes toutes et tous des collègues de Toul...

En 2008, Kléber une filiale du groupe Michelin ferme son usine située à quelques kilomètres de Nancy. 826 salarié-es restent sur le carreau afin d'alimenter la ligne des bénéfiques du numéro 2 mondiale du pneumatique...

En 2009, Acticall et son PDG arrive en grande pompe, avec le soutien financier de Kléber et politique des notables de la région, avec comme promesse la création de pas moins de 200 emplois...

En 2017, Acticall, propriété de la troisième fortune de France et entreprise bénéficiaire, s'apprête à fermer le site dans le silence...

Depuis des mois, la direction joue au poker menteur sur l'avenir du site de Toul. Un coup il ferme, un coup il ne ferme plus... A la fin il ferme... fin janvier 2018.

Nous le disons clairement, depuis le rachat de Sitel en 2015, la direction n'aura qu'une volonté : celle d'améliorer ses marges et d'optimiser ses capacités de production en ne gardant que les gros sites. A l'époque nous parlions de quatre sites (Toul, Montrouge, Saint-Etienne et Vervins) en danger et de la fusion des sites de Rouen. Aujourd'hui le site de Sitel Montrouge a fusionné avec Romainville, Rouen a fusionné ses sites et maintenant Toul ferme... Hasard ? Bien sûr que non ! Pour **SUD**, il est plus que temps que la direction s'engage sur notre avenir et à sauvegarder l'ensemble des emplois.

### Toul, la lente agonie.

Depuis des mois, la direction fait partir les salarié-es afin d'éviter un plan social et propose une mutation forcée vers Nancy à plus de 25 km... Il n'y a même pas de compensation mensuelle pour les trajets, voire une prime de déménagement. Pour ceux qui ne voudront pas faire ce trajet, la fin est toute désignée. Ils pourront être licenciés pour "cause réelle et sérieuse" ou obtenir des "ruptures conventionnelles".

Au vu des récentes dispositions légales, la direction n'a même pas l'obligation de déclencher un plan social avec des indemnités et des offres de formation dignes de ce nom. Pire, s'il reste trop de monde elle promet des licenciements pour faute grave aux 40 salarié-es restant ou de faire des abandons de poste (ce qui pourrait les priver de toute indemnité de licenciement !!!). Est-ce une manière de traiter les salarié-es dignement ? Est-ce une manière de redonner un peu de l'argent pris en 2009 pour

l'ouverture ? (2 millions)... Nous ne sommes ni des kleenex ni des appels que l'on envoie aux 4 coins du monde.

Les plus gentils avec la Direction diront que faire 50 km aller / retour ce n'est pas grand-chose, mais il faut encore pouvoir le faire et, surtout, cela revient encore à accepter une baisse de son salaire pour un choix de rentabilité de la Direction... Et là d'autres diront que les temps sont difficiles pour le Groupe Acticall... Et bien non, d'une part car il continue sa conquête du monde sans trop de difficulté et, d'autre part, car le marché français est reparti à la hausse depuis plusieurs mois. Cette année devrait être marquée, comme nous l'annoncions, par des bénéfiques de plusieurs millions d'euros et qu'Acticall gagne aujourd'hui régulièrement des contrats.

### Pour **SUD** la direction doit :

**S'engager clairement sur la pérennité des sites et des emplois situés en France.**

### **Négocier un Accord de Mobilité.** Ceci afin :

- D'indemniser les frais de déplacement des salarié-es de Toul pour se rendre à Nancy et organiser un planning spécifique pendant au moins la première année.
- De prendre en charge les frais de déménagement et les premiers mois de loyer des salarié-es.

**Négocier un Plan de Départs Volontaires** pour que les salarié-es qui ne souhaitent pas, ou ne peuvent pas partir sur Nancy puissent être indemnisés à la hauteur de ce que peut faire un groupe de la taille d'Acticall ! Et obtenir des formations ou des aides pour retrouver un travail.

**AUJOURDHUI, C'EST LE SITE DE TOUL QUI FERME.**

**MAIS DEMAIN ? A QUI LE TOUR ?**

**Toutes et tous soyons SOLIDAIRES des collègues de Toul**

**Toutes et tous EN GREVE LE 9 novembre 2017 !**